

## Initiatives

La commission « Initiatives » a produit deux textes : l'un intitulé : « Initiatives » qui a donné lieu à un vote important, un amendement contradictoire sur le quatrième point étant déposé par Gabriel Granier au nom de la fédération des Hauts de Seine. Le vote par mandats conduisait à repousser l'amendement par 237 contre, 193 pour, 53 abstentions et 12 refus de vote. Ce clivage se situait en continuité de celui qui avait déjà eu lieu à propos de l'unité populaire. Le texte général de la commission était finalement adopté par 118 pour, 33 contre, 17 abstentions, 8 refus de vote, au scrutin par délégués.

Le deuxième texte n'a pas fait l'objet de clivage et porte sur les six campagnes que mènera prioritairement le P.S.U. dans les mois à venir.

La défaite de mars 1978 et l'échec politique de la gauche créent aujourd'hui une situation nouvelle. La crise qui en résulte dans les organisations peut déboucher sur une restructuration, de sorte que l'autogestion en devienne l'axe et qu'émerge une force politique différente.

Mais, parmi ceux qui se réclament de l'autogestion, existent deux types d'attitude politique :

- L'une part des contraintes du marché mondial, sans le remettre en cause, ni dans sa nature actuelle ni dans ses perspectives futures d'évolution ; elle est dès lors dominée par les techniques de gestion économique qui déterminent le champ du possible en ce qui concerne le changement social ; c'est la logique, entre autres, de Michel Rocard et du courant eurocommuniste.

- L'autre se fixe comme objectif la transformation des rapports sociaux, lui soumet le choix des techniques, en déduit les conditions politiques de nature à assurer les marges de liberté nécessaires dans les rapports internationaux. Cette démarche est le fondement de notre projet politique.

C'est précisément parce qu'il incarne un projet politique autonome que le P.S.U. doit prendre toute sa place dans le mouvement social et le débat politique. C'est pourquoi :

1) Le P.S.U. a pour tâche de favoriser la rencontre de ceux qui mènent des luttes dans une perspective autogestionnaire : son intervention doit relier les luttes sociales aux objectifs politiques de

transformation autogestionnaire de la société. Le P.S.U. entend participer activement au développement de la convergence autogestionnaire.

2) Le P.S.U. prendra les initiatives susceptibles de nouer le débat avec tous ceux qui sont à la recherche des perspectives du socialisme autogestionnaire. Il propose donc la création d'un centre d'initiatives et de recherches pour l'autogestion et appelle ses militants à susciter le même type d'initiatives dans le plus grand nombre de régions.

3) En même temps, le P.S.U. continuera à rechercher l'unité d'action la plus large des travailleurs contre la politique du pouvoir et du patronat. Il entend ainsi participer à la construction d'une nouvelle unité.

4) Le P.S.U. est prêt à débattre avec les autres forces de gauche pour permettre au courant autogestionnaire de prendre toute sa place dans la lutte politique institutionnelle. L'orientation prise par le P.C. et le P.S. rend peu probables, à brève échéance, des négociations politiques susceptibles d'aboutir à la reconstitution d'une alliance. Mais le débat est lui aussi un moyen d'œuvrer à la construction de l'unité.

### AMENDEMENT AU POINT 4

La construction d'une « nouvelle unité » ne passe pas actuellement, et pour une durée imprévisible, par les négociations avec les appareils politiques. Les partis de la gauche traditionnelle, institutionnelle, toute leur histoire, y compris la plus récente (septembre 1977, mars 1978), le confirme, s'allient sur des bases électorales ; ils se divisent chaque fois qu'ils occupent ou sont en vue du pouvoir. Cela tient à leur composition sociologique, à leurs alliances internationales, à leur conception du pouvoir, à leur volonté respective d'hégémonie (voir leur comportement dans les municipalités). Les élections de mars 1978 confirment cette analyse et la vanité de nos efforts pour ouvrir un dialogue avec eux. Nous travaillerons plus efficacement à l'unité en popularisant notre projet déjà bien défini dans le programme de Limoges et **l'Utopie réaliste**. Il est manifestement alternatif à celui de la gauche institutionnelle. Les initiatives proposées et retenues en fonction de nos possibilités réelles précisent son caractère d'actualité. A PROJET ALTERNATIF, STRATEGIE AUTONOME : ceci qui n'exclut en rien des accords tactiques pour toutes les actions susceptibles d'affaiblir ou renverser le pouvoir actuel, améliorer la condition des exploités, faire avancer le projet autogestionnaire aussi bien au plan politique que dans tous les aspects de la vie quotidienne, dans la production ou hors production.

FEDERATION 92. ■